



Déclaration de République et Socialisme Gilets Jaunes : Macron continue de mépriser le Peuple

Une fois de plus, Emmanuel Macron a ignoré la colère populaire qu'exprime le mouvement des « gilets jaunes ». Ils sont l'expression spontanée et inorganisée d'un profond sentiment d'injustice sociale, avec une fiscalité toujours plus lourde pour les salariés et les classes moyennes répondant à toujours plus de cadeaux pour les riches.

La tentative d'institutionnalisation des « gilets jaunes » par des représentants auto-désignés ne peut être une solution sauf un créer un nouveau clivage rapide entre ces nouveaux représentants et le mouvement important qui sourd de notre pays. Sauf à reporter la colère à une prochaine irruption...

Jaurès, dans Histoire socialiste de la Révolution française, dépeint avec justesse la colère populaire liée aux banalités : les taxes sont la raison de leur colère, mais plus encore, le fait qu'ils offrent une partie importante de leur force de travail pour la noblesse non seulement sans aucun retour, avec des difficultés pour vivre, mais alors qu'elle lui impose nouveaux privilèges et le mépris d'être "mal né"...

C'est ainsi que naissent les révoltes et les révolutions.

Nous n'en sommes peut-être pas encore là mais ce mouvement est une contestation réelle de nos institutions. La 5ème République a permis, par le présidentielisme - renforcé par l'instauration du quinquennat-, d'avoir des présidents en capacité de gouverner contre le peuple ; des gouvernants qui peuvent ignorer les signaux envoyés par les consultations électorales : référendum sur le TCE en 2005 mais aussi le fait que tous les gouvernements sortants sont battus depuis 30 ans ; des gouvernants qui s'assoient de plus en plus sur la représentation nationale et syndicale.

C'est cela le problème réel posé : l'acceptation de contribuer par les taxes et l'impôt à des politiques qui vont à l'encontre de l'intérêt de la quasi-totalité de nos concitoyens pour favoriser les 10% des plus riches.

Une fois de plus, Emmanuel Macron a feint de répondre à une question qui ne lui était pas posée. Comment peut-on proposer simplement par des « mesurées écologiques » lorsque les problèmes posés sont le pouvoir d'achat des salariés et des retraités, le maintien des services publics de proximité, la défense de l'emploi et de la protection sociale...?

Emmanuel Macron se fait le chantre de l'écologie punitive : en réalité les salariés paient, pas les grandes sociétés pétrolières, pas l'aviation (bénéfices de Total = +39%, le kérosène des avions n'est pas taxé du tout, le fuel utilisé par les tankers et les croisiéristes est exonéré...). On veut augmenter la taxe sur les carburants des particuliers, en fait des péri-urbains ou des ruraux qui se sentent déclassés et se savent méprisés alors qu'ils n'ont d'autre choix que d'utiliser leur vieille automobile diesel,- les petites lignes ferroviaires locales ont été supprimées, les lignes de banlieue sont la plupart du temps en panne par manque d'entretien-- pour rejoindre un travail précaire et mal payé !

République et Socialisme l'a toujours dit et le rappelle : On ne peut pas séparer la question écologique de la question sociale ! Il est urgent de répartir au mieux les richesses.

Nous exigeons le retrait de l'augmentation de la taxation des carburants.

Nous exigeons une augmentation du pouvoir d'achat des salariés et le maintien des pensions de retraite.

Nous exigeons le rétablissement de l'Impôt Sur la Fortune, de l'Exit-tax et de vraies mesures contre l'évasion et « l'optimisation » fiscales.

Nous voulons une véritable politique écologique liée à la question sociale.

Paris le 27 novembre 2018

Contact presse : Béatrice Durand 06 33 82 05 15

Contact : contact@republiqueetsocialisme.fr

www.facebook.com/republique.socialisme

<https://twitter.com/RepetSoc>

République et Socialisme 44bis rue Philippe de Girard 75018 Paris